



UNITÉ-ACTION ET SANS TENDANCE (U&A) :

ENGAGÉE CONTRE TOUTES LES INÉGALITÉS ET DOMINATIONS !

L'accélération des politiques néolibérales entraîne des crises multiples (démocratique, sociale, économique et écologique). Dans ce contexte, pour créer un rapport de force indispensable à une transformation sociale progressiste, U&A SNEP-FSU développe un syndicalisme de métier fondé sur des valeurs et une vision émancipatrice de l'Éducation, du sport et de la Jeunesse. Ancrée sur un champ spécifique, U&A SNEP propose et agit pour nos métiers, pour l'EPS, le Sport scolaire, le sport, la jeunesse et concomitamment s'engage dans toutes les actions qui servent l'intérêt général, notamment au sein de la FSU.

Une activité au plus près des collègues

C'est avec les collègues, par un travail d'information, de rencontres et de rassemblements que se construisent nos propositions et les actions nécessaires pour porter nos revendications, tant sur les questions spécifiques que générales : EPS, sport scolaire, sport, École, Jeunesse, Services Publics, Fonction publique, féminisme, défense des libertés, lutte contre l'extrême droite, Ecologie et la paix...

Ce travail, mené du local au national et sur nos valeurs et principes de solidarités, marque l'orientation syndicale U&A pour développer le rapport de force au moyen de luttes à visées majoritaires, afin de gagner de nouveaux droits, de faire avancer les mandats.

Des analyses et des propositions en cohérence avec nos valeurs

C'est à partir d'une analyse dialectique du contexte, mesurant aussi bien les avancées que les régressions nom-

breuses depuis 2021, qu'U&A SNEP-FSU construit, avec les adhérent·es et la profession, des propositions, des alternatives et les mobilisations au service de la justice sociale, environnementale et fiscale.

Une politique de destruction massive

Politique néolibérale, austérité et attaques systématiques des services publics, de la Fonction publique et de la protection sociale, se sont amplifiées avec le 2^{ème} mandat d'E. Macron. La Politique de l'offre, la baisse massive des impôts pour les plus riches, les aides publiques massives aux grandes entreprises, l'augmentation inconsidérée du budget de la défense, entraînent une austérité pour la majeure partie des travailleur·euses, jeunes et retraité·es, générant une explosion de la précarité, de la pauvreté et des inégalités. L'ensemble des lois portées par les gouvernements Macron n'a pour objectif que de casser notre modèle social en s'attaquant aux droits et aux solidarités pour garantir la rente du capital.

La remise en cause des droits et libertés n'a jamais été aussi forte.

Toute contestation de la politique du gouvernement se heurte à diverses formes de répressions. Les droits fondamentaux de grève et de manifestation ont été régulièrement bafoués et des mouvements réprimés violemment.

Les engagements écologiques pris au lendemain de la COP21 restent lettre morte quand le « fonds vert » est sans cesse raboté, obéissant toute perspective de bifurcation alors que la planète brûle.

Dans l'Éducation, la succession des ministres n'a fait que renforcer l'affaiblissement du service public pourtant à l'os. Les réformes menées et jamais évaluées

sont faites contre l'avis très majoritaire des personnels et leurs organisations syndicales : « choc des savoirs », réforme de la formation des enseignant·es, suppression de postes, programmes, réformes des lycées, réformes du Bac, Parcours Sup, PACTE, etc.

Avec l'École du tri social, l'ambition de démocratisation et de réussite de tous et toutes est ainsi totalement abandonnée.

Les attaques contre l'École publique sapent les fondements de l'Éducation Nationale favorisant ainsi explicitement l'enseignement privé.

Le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche n'est pas épargné : augmentation continue du nombre d'étudiant·es, moyens alloués toujours en baisse, réformes en cours qui continuent de dégrader les conditions d'études et font la part belle aux formations privées.

Le gouvernement poursuit l'affaiblissement des politiques publiques du Sport. La baisse des moyens, tant humains que financiers, remet en cause l'objectif de démocratisation de la pratique sportive. L'intégration récente du secteur sport au sein du MEN n'a pas permis de donner des perspectives pour un réel développement et une valorisation des APSA dans notre modèle social. L'organisation des JOP de Paris 2024 n'aura laissé aucun héritage.

Pour ce qui est de la Jeunesse, rien n'est fait pour mettre un terme à la dégradation de la situation vécue par les jeunes entraînant des inégalités grandissantes générant mal-être et absence de confiance dans l'avenir.

Du côté des personnels, la loi TFP, le gel répété de la valeur du point d'indice, le développement de l'indemnitaire en lieu et place d'une revalorisation des carrières sont des attaques aux statuts.